

## LOGEMENT À SIKKDA

## 14 familles vivent le calvaire

**Recasées il y a de cela une vingtaine de jours dans des logements sociaux, au niveau de la cité de Boulekeroua, 19 familles, ex-habitants du site précaire de Bouabaz (Mont Mouader), vivent dans des conditions moyenâgeuses.**

Le pseudo-accès à leurs demeures est un handicap de taille : des quantités de boue s'amoncelant à l'entrée de l'immeuble annoncent déjà la couleur, une odeur nauséabonde à la porte vous donne envie de rebrousser chemin. La cause est liée à la défectuosité de la canalisation des vides sanitaires. Pour nous convaincre, un habitant nous fait visiter l'appartement du rez-de-chaussée, le seul d'ailleurs à cet étage.

L'immeuble est constitué de 19 logements dont celui du rez-de-chaussée, les 18 autres comportent 3

appartements par étage. On déplore l'absence d'électricité et de gaz. Pour s'approvisionner en énergie électrique, les habitants ont eu droit à la solidarité des voisins, les anciens habitants de la cité Boulekeroua, «une solidarité motivée par les besoins de l'Aïd El Adha. Les voisins ont accepté de nous fournir de l'électricité par des fils qui traversent les bâtiments. Une clémence de courte durée. De plus, comme chacun le sait, la toile d'araignée qui s'est installée entre les bâtiments est contraire à la loi», s'exprime un habitant.

Les colonnes de gaz ne sont pas encore installées, on gelotte de froid dans les logements en 2007. C'est la promiscuité qui se charge du réchauffement. En effet, les familles sont entassées parfois à 10 personnes dans des F2 et F3 très exiguës. La famille de l'enseignant est le cas le plus illustratif. «J'ai huit enfants, cinq garçons et trois filles, tous en âge de se marier, les mâles sont entassés comme des sardines dans cette chambre qui ne répond nullement aux normes requises.»

La rage contenue, le père nous parlera de son 5<sup>e</sup> fils : «Il a fraîchement convoqué en justes noces. Selon les promesses formulées lors de notre opération d'évacuation, il devait se voir attribuer un logement, mais en

dernier lieu on a démolé son gourbi et on l'a ramené avec sa femme chez moi. La situation empire de plus en plus.» Pour une autre famille vivant à huit, le même cas a été dénoncé : «Mon fils est marié et devait nous rejoindre dans cette immeuble, mais dans un autre logement.

Au dernier moment, il est venu vivre avec nous. Nous sommes dans une exigüité intenable. On n'a pas de place pour l'héberger.» Les deux familles s'interrogent sur le pourquoi de ce revirement, «pourrait cinq logements sont toujours vacants au sein du même immeuble. Pourquoi ne pas les attribuer à nos deux enfants mariés et ouvrant pourtant droit à ce genre d'opération ?»

Zaïd Zoheir

## INTEMPÉRIES À TIZI-OUZOU

## Les dégâts pris en charge à Tizirt-sur-Mer

**«Les dégâts causés par les fortes intempéries de la fin du mois de novembre dernier qui ont touché la ville de Tizirt-sur-Mer seront incessamment pris en charge dans le cadre d'un budget sectoriel», nous révèle une source officielle.**

Pour rappel, au lendemain du déluge, la ville offrait un visage d'après-séisme. Force est d'admettre que l'on déplorait l'inondation de centaines de foyers, la dégradation de tout le réseau routier ainsi que la destruction et l'obstruction de nombreux ponts. Aujourd'hui, malgré les traces encore visibles partout, les autorités locales, avec leurs moyens du reste très limités, ont considérablement réduit l'impact. Car, faut-il le souligner, la facture s'élèverait à des milliards de centimes. Par ailleurs, la station de dessalement d'eau de mer, qui a subi un envasement de plus d'un mètre, ce qui avait entraîné l'arrêt de toutes ses activités,

a été remise en état de marche juste avant la fête de l'Aïd. Cependant, les gros ouvrages comme les ponts et les canaux d'évacuation dans la périphérie, le bassin de décantation ou encore le dégagement des cimetières ensevelis, attendent toujours leur prise en charge. L'avis d'appel d'offres sera lancé dans les tout prochains jours. Cependant, le mode de traitement des

situations similaires de nos jours est différent de l'ancien. En effet, selon notre interlocuteur, «avant, les autorités attribuaient les marchés aux entreprises immédiatement après les sinistres et procédaient ainsi aux réparations. Elles réglaient les factures ensuite après le déblocage des budgets». Mais, «comme les marchés de gré à gré, responsables de pas mal de

malversations, sont presque proscrits, l'administration privilégie aujourd'hui la procédure habituelle». Enfin, à signaler que la ville de Tizirt demeure très vulnérable face aux intempéries et, pour éviter le renouvellement du scénario, «il est impératif de revoir tout le plan d'évacuation des eaux pluviales», conclut notre source.

Mohamed Ghernaout

## Chute mortelle

Un homme âgé de 35 ans, du petit village d'Aït-Abdallah, dans la commune d'Aït-Boumahdi, est décédé à l'hôpital de Tizi-Ouzou, mardi dernier, des suites de graves blessures, notamment au niveau de la tête, engendrées par une chute, une semaine auparavant, dans une maison en construction au niveau du village. Le jeune Mahieddine Imrazène allait, en effet, rejoindre en début de soirée le domicile familial situé en amont, après la traditionnelle partie de dominos, lorsque l'idée de jeter un coup d'œil du côté de la maison en construction appartenant, dit-on, à la famille du joueur professionnel et néanmoins international Yazid Mansouri naquit dans sa tête. A peine les pre-

miers pas faits sur la dalle que le jeune est projeté dans les tréfonds de la cage d'escalier encore en chantier, l'un de ses pieds ayant, dit-on, croché un fil de fer. Évacué dans un premier temps vers la polyclinique de Ouacifs, il sera aussitôt transféré à l'hôpital de Tizi-Ouzou où il a rendu l'âme lundi dernier. Orphelin de père et fêré de la balle ronde pour avoir évolué dans deux clubs de la région, la JSC Ouacifs et la JS Ath-Abbas à l'occurrence, le jeune Mahieddine a été accompagné, mercredi, soit au premier jour de la toute nouvelle année, à son ultime demeure au cimetière familial par une foule nombreuse.

T. K.

## APC DES OUACIFS

## Échec de la première réunion

**Comme attendu, la première réunion de la nouvelle assemblée communale des Ouacifs, tenue lundi dernier, a été un échec vu qu'aucun des points inscrits à l'ordre du jour n'a été adopté.**

Il faut dire que le conflit né au lendemain de l'élection locale du 29 novembre dernier au sujet de la composition de l'exécutif municipal et des diverses commissions de travail, entre la majorité relative de quatre sièges dévolue au FFS et l'opposition bénéficiant des cinq autres sièges et composée du RND (2 sièges), indépendants (2 sièges) et RCD (1 siège) a déteint sur cette première réunion. Alors que la structure locale du parti d'Aït-Ahmed crie à qui veut bien l'entendre que l'exécutif lui appartient et qu'il n'est prêt à céder qu'une commission, on parle de celle de l'urbanisme et de l'aménagement, les élus de l'opposition, forts de la majorité absolue de l'assemblée, ne l'entendent point de cette oreille. Ils ne veulent surtout pas servir de faire-valoir et ils l'ont exprimé on ne peut plus clairement, lundi dernier, en votant contre le premier point à l'ordre du jour et non le seul point comme rapporté par nos soins dans une précédente édition, à savoir le budget primitif de la nouvelle année en cours, non sans avoir au préalable fait remarquer au maire qu'il aurait été mieux indiqué de discuter, en tout premier lieu, de l'installation de l'exécutif et des commissions de l'assemblée, point classé paradoxalement en dernier. Et le désarroi de la majorité relative suite à

ce premier affront, surtout que ce point a fait l'objet d'un débat et d'un échange de points de vue, a été tel qu'il a été fait l'impasse sur les trois points suivants, à savoir la mise à prix de l'abattoir communal, la régularisation d'une boulangerie cédée à un particulier et d'une dépense inhérente à une réception organisée à l'honneur d'élèves émérites, pour passer directement à l'ultime mais tant attendu point, à savoir celui de l'installation de l'exécutif et des commissions. Et l'unique variante présen-

tée par le maire, à savoir le second et le troisième de la liste du parti comme respectivement premier et second adjoint a subi le même sort que la première délibération, soit le nœud de l'opposition. A ce sujet, il est à relever les propos tenus par l'élu du RCD qui a proclamé la disponibilité de son parti à toute discussion. «Nous ne sommes pas un élément bloquant mais nous ne signons pas de chèque à blanc non plus», déclarait-il. Suite à quoi, la séance fut levée sans qu'un autre rendez-vous soit fixé. A relever que seul huit élus sur les neuf que compte l'assemblée étaient présents ; le second de la

liste indépendante a délégué par procuration son collègue, ancien maire et président DEC. Une procuration qui a soulevé, par ailleurs, les réserves du maire pour avoir été délivrée par un agent de la mairie, au verso de la convocation à ladite réunion. Ainsi, le feuilleton de l'APC de Ouacifs continue son petit bonhomme de chemin avec, désormais, le spectre du blocage qui plane. Un blocage dont le seul et unique perdant est la population que chacune des parties en conflit tentera à coup sûr de prendre à témoin quant à la responsabilité de l'autre.

Tafat K.

## AÏT-BOUMEHDI

## Enigmatique assassinat

Enigmatique est l'assassinat dont a été victime, vendredi dernier, un jeune de la commune d'Aït-Boumebdi, dans la daïra de Ouacifs. Il était, en effet, près de 20h lorsque des coups de feu déchirèrent la quiétude des villageois de Tjroual, paisible village flanqué au pied du féérique Djurdjura.

Des citoyens accourent à l'endroit d'où les crépitements stridents provenaient, soit une piste longue de près de 4 km reliant le village au voisin de Tiguemouine. Et qu'elle ne fut leur stupeur lorsque, près d'une heure plus tard, ils découvrirent le corps sans vie de N. O., jeune frôlant la trentaine, allongé sur le sol à près de 30 m à vol d'oiseau du domicile familial et à moins de 300 m des logements sociaux. Le corps inerte fut transporté aussitôt vers la polyclinique du chef-lieu de daïra de Ouacifs avant d'être transféré, la nuit même, vers une heure du matin, à

l'hôpital Nédir-Mohammed de Tizi-Ouzou pour les besoins de l'autopsie. Selon des citoyens qui nous ont joint, il aura fallu attendre le lendemain, soit samedi, pour que des éléments de la brigade de gendarmerie de Ouacifs dont leur chef, accompagné du maire d'Aït-Boumebdi, se rendent sur les lieux pour les besoins de l'enquête dont les premiers éléments révèlent que la victime, qui bouclera le 21 février prochain ses 30 ans et qui avait des soucis de santé sur le plan mental, a reçu une balle de kalachnikov au bas du cou et quatre autres à l'épaule droite alors qu'une sixième lui a effleuré le front. Le jeune homme issu d'une famille démunie et dont le père est employé de la commune aurait été abattu presque à bout portant puisque les douilles des balles ont été retrouvées à près de trois mètres de l'endroit où il s'est affaissé.

T. K.

DIRECTION  
DU COMMERCE  
ET CERTAINS  
OPÉRATEURS  
ÉCONOMIQUES  
À ANNABAUn conflit  
au grand  
jour

Rien ne va plus entre la direction du commerce et certains opérateurs économiques versés dans l'exportation.

Le conflit qui oppose les deux protagonistes est désormais sur la place publique annabie et remonte à la fameuse affaire Ifri qui avait défrayé la chronique en son temps, lorsque la direction du commerce avait déclaré sans ambages que les produits Ifri saisis à l'époque à Annaba étaient nocifs et dangereux pour la santé publique.

Cette thèse a été battue en brèche par la suite à la faveur des contres-analyses effectuées par des laboratoires neutres à Alger, obligeant même le ministère du Commerce à présenter des excuses auprès de l'entreprise Ifri par le biais d'un communiqué rendu public. D'autres affaires similaires mettant en cause la fiabilité des expertises opérées par la direction du commerce étaient également révélées en 2007. Aujourd'hui, c'est une entreprise mixte algéro-turque, ATF, spécialisée dans la transformation de l'acier et des déchets ferreux, qui met en cause ce qu'elle qualifie d'abus de la part de la direction du commerce qui lui a interdit d'exporter ou de vendre localement ses produits sous «le prétexte» que ATF fait l'objet d'un examen au niveau de la Cour suprême. Le gérant de cette entreprise, Saïd Messalha, lors d'une rencontre avec la presse consacrée à l'affaire, a précisé que «la justice s'était prononcée en ma faveur et m'a autorisé à reprendre mon activité». «C'est un agissement bureaucratique», s'insurge-t-il. Selon lui, le directeur du commerce n'a ni le droit d'ignorer une décision de justice ni de se substituer à celle-ci.

Le patron d'ATF, documents à l'appui, registre de commerce et état de rapatriement des fonds des transactions à l'extérieur (140 milliards de centimes), s'inscrit en faux contre les accusations portées contre son entreprise qualifiée de «fictive». Catégorique, il affirme qu'il saisira le président de la République si les exactions contre son entreprise persistent... «Pourquoi veut-on, s'interroge-t-il, éliminer ATF, qui emploie près d'une centaine d'employés, alors que le président de la République ne cesse d'appeler à l'encouragement des investissements arabes ?» Toutes les démarches pour connaître la version de la direction du commerce sur cette affaire sont restées vaines. Une affaire à suivre.

Nabil Kebaïli